

CHAMBRE DES COMMUNES

qui, en 1956, lors d'une élection provinciale, parcouraient nos campagnes et disaient que les cultivateurs de la province de Québec étaient les plus prospères au pays.

Il faut admettre que le parti libéral a fait beaucoup pour l'amélioration des conditions agricoles au pays durant les 22 dernières années, mais il s'est aussi rendu compte qu'il y avait encore beaucoup à faire et c'est pourquoi il réclamait, en 1955, une enquête sur les progrès atteints dans ce domaine et sur les perspectives agricoles. En même temps, le Sénat procédait à une enquête sur l'utilisation des terres. Ces travaux avaient pour but de jeter de la lumière sur l'ensemble de la situation et permettre aux dirigeants de dresser un programme agricole de longue haleine.

Un autre point qui frappe mon attention dans ce rapport, c'est l'ampleur que prendra la demande des produits agricoles au cours des 25 prochaines années par suite de l'augmentation de la population urbaine.

Permettez-moi de citer quelques chiffres en s'appuyant sur les années 1951-1955. En prenant le chiffre 100 comme base, nous voyons qu'entre 1965 et 1980 la demande des produits agricoles augmentera de la façon suivante:

	1965	1980
Viande rouge	140	218
Produits de la volaille	136	214
Oeufs	143	231
Produits laitiers	129	168
Céréales	122	140
Fruits	138	237
Légumes	134	193

Comment le pays répondra-t-il à cette demande? Il est dit dans le rapport de la Commission Gordon que la superficie globale cultivée au Canada augmentera d'à peu près 2 millions d'acres d'ici 1980, ce qui établira la superficie totale cultivable à 176 millions d'acres. De plus, le rapport indique que ce n'est pas sur cette augmentation que nous devons compter pour satisfaire nos besoins. Il est reconnu qu'il faudra plutôt augmenter le rendement par l'amélioration des terres, c'est-à-dire accroître la production par acre, par unité de pâturage et par tête de bétail, plutôt que par le rendement par heure homme.

Et le moyen de ce faire, pour nous des provinces de l'Est, consiste à améliorer nos méthodes culturales et à employer plus d'engrais chimique, spécialement dans le cas de nos pâturages.

L'Est du pays compte quantité de terres, possédant un potentiel de productivité, qui n'ont besoin que d'égouttement, d'épierrement et de plus d'engrais chimiques pour devenir rémunératrices. Il y en a sans doute

qui demeureront toujours des fermes sous-marginales; elles feront d'ailleurs l'objet de certaines recommandations que je formulerais à la fin de mon exposé.

Pour le moment, je veux appeler l'attention du Gouvernement sur la valeur de l'agriculture familiale dans l'économie générale du pays et ne puis dire mieux que ce que le président de la Fédération des fermiers d'Amérique disait: "Il ne faut rien négliger pour conserver à l'agriculture son caractère familial, non seulement parce qu'il constitue une sauvegarde sociale pour la démocratie, mais aussi parce que la ferme familiale représente l'unité de production la plus efficace en agriculture."

Monsieur l'Orateur, après ces considérations générales, je vais faire des recommandations que j'aimerais voir se réaliser, pour le plus grand bien de nos cultivateurs de l'Est du pays.

La première découle du rapport Gordon et consiste dans l'organisation d'un programme d'études géologiques dans les régions de l'Est et de l'Atlantique. On a déjà dressé des cartes pour une certaine partie de ces régions. Il faudrait tout de même continuer et hâter ce travail en donnant la préférence aux régions de l'Est qui n'ont pas été explorées.

Un autre projet d'envergure nationale qui pourrait être mis à exécution, nous dit le rapport, est la classification des terrains selon leur possibilité d'utilisation et le "regroupement" des petites propriétés, quand la chose est possible. Dans certains cas, le terrain pourrait être affecté plus avantageusement à la sylviculture qu'à l'agriculture. La classification des sols pourrait s'accompagner d'un plan d'assistance aux cultivateurs qui désireraient s'établir ailleurs pour se livrer à d'autres occupations. Pour assurer la réussite de ce plan, on aura besoin de la collaboration sincère et continue des gouvernements provinciaux et des personnes intéressées. Il faudrait mettre ce plan en œuvre graduellement et ne pas s'attendre à de grands résultats avant un certain nombre d'années.

Une deuxième recommandation que je voudrais faire au Gouvernement est l'organisation d'un crédit à moyen terme, et plus facile, qui permettrait à nos cultivateurs, et spécialement à nos jeunes, la réalisation d'un programme de production et d'exploitation rationnelle de leur ferme.

Je recommanderais aussi l'octroi d'une prime de \$4 l'heure, sur l'emploi d'un bétier mécanique, aux cultivateurs qui veulent faire de l'égouttement et de l'épierrement. Il y a, dans l'Est du Canada, des terres très productives qui n'ont besoin que d'égouttement, tandis que d'autres, aussi excellentes, demandent d'être épierrees et nivelées. C'est peut-être du nouveau pour certains députés